

**Marcel Niggli (sous la dir.), *Right-Wing Extremism – National and International Perspectives*, Ed. Nomos Verlag, Baden Baden, 2009.**

L'ouvrage regroupe les principaux résultats des études conduites dans le cadre du Programme national de recherche «Extrémisme de droite – Causes et contre-mesures» (PNR 40+), ainsi que des contributions d'experts internationaux visant à placer la situation suisse dans une perspective internationale. Ci-dessous, un résumé des résultats des 13 projets du PNR 40+.

**Linards Udris, Kurt Imhof et Patrik Ettinger, «Nouvelles possibilités de capter l'attention: l'extrémisme et le radicalisme de droite dans la communication publique (1960-2005)»**

Dans quelles conditions l'extrémisme de droite réussit-il à capter l'attention ? L'analyse des médias et des débats parlementaires entre 1960 et 2005 révèle différents éléments. D'abord, les groupements d'extrême droite sont l'objet d'une attention plus accrue durant les phases de crise. Ensuite, la polarisation croissante de la politique intérieure exacerbe le débat sur ce que recouvre la notion d'extrémisme (de droite). Enfin, le changement qu'a connu la sphère publique influence fortement la façon dont l'extrémisme de droite est thématiqué. Toujours en quête d'attention dans un contexte concurrentiel, les médias commerciaux et les acteurs politiques, qui s'adaptent aux nouvelles logiques médiatiques, se concentrent sur l'extrémisme de droite en tant que phénomène spectaculaire censé briser des tabous. Lorsque les extrémistes de droite se mettent en scène, par exemple en se rendant au Grütli, ils font l'objet d'une énorme attention médiatique. Les formats de boulevard, notamment, contribuent à une thématisation plus fréquente de l'extrémisme de droite, tout en restant ponctuelle et moralisatrice. Ce qui empêche une discussion durable sur les causes de l'extrémisme de droite et les mesures à prendre pour l'enrayer.

**Philippe Gottraux et Cécile Péchu, «Les valeurs des militants UDC»**

Des interviews détaillées menées avec 40 militants des sections genevoise et zurichoise de l'UDC permettent de tirer certaines conclusions sur les valeurs centrales des membres de ce parti. Leurs valeurs communes sont la méfiance vis-à-vis de l'étranger et un lien défensif à la nation. Leur méfiance n'est pas étayée par une argumentation; en général, les étrangers sont soupçonnés de profiter de la Suisse et de ne pas vraiment s'intégrer. Quant à leur lien défensif à la nation, il se fonde sur une fierté profonde d'être Suisse et leur haute estime de ce pays qu'ils perçoivent comme un cas particulier d'un point de vue culturel, politique, religieux et économique. Toute critique par rapport à la Suisse est récusée. Les membres actifs de l'UDC présentent différentes attitudes vis-à-vis à l'antiétatisme et dès lors au libéralisme économique, à la dévalorisation de la classe politique et dès lors de l'élite, ainsi que par rapport à certaines positions culturelles conservatrices (notamment quant aux rôles des genres).

**Gianni D'Amato et Damir Skenderovic, «L'outsider devenu meneur de jeu. Les partis populistes de droite et la politique migratoire suisse»**

Dès le début des années 1960, on retrouve en Suisse sept partis populistes de droite représentés au Conseil national. Dans une perspective européenne, le populisme de droite en Suisse joue un rôle pionnier et se caractérise par sa continuité dans sa façon de problématiser l'étranger. L'évolution du camp de la droite populiste peut être articulée en trois phases: la première a duré de 1961 à 1974, avec le succès des mouvements dit de l'«emprise étrangère» («Überfremdung») entre 1969 et 1974 (Action nationale en 1961; Vigilance en 1965; Mouvement républicain suisse en 1971, Union démocratique fédérale en 1975); cependant, aux élections nationales, ces partis n'ont jamais rallié plus de 8% des électeurs. La deuxième phase de 1979 à 1991 a été marquée par l'éclatement des partis et l'élargissement de la thématique de l'emprise étrangère au travers d'autres sujets (Parti des automobilistes en 1985; Lega die Ticinesi en 1991; Démocrates suisses en 1991). Ensemble, ces acteurs rallient en 1991 11% des électeurs. Une troisième phase se dessine à partir de 1991, marquée par une Union démocratique du centre qui évince les petits partis et remporte des succès aux votations et aux élections. Elle a aussi fait de la problématisation de l'étranger une thématique durable, qu'elle a réussi à placer au centre de la politique.

**Marc Helbling, «Droit de cité, populisme de droite et dilemme de la démocratie directe»**

Les décisions d'octroi du droit de cité communal montrent qu'en cas de votations à bulletin secret, les institutions de démocratie directe provoquent une croissance massive des refus de demandes de naturalisation. Ce taux de refus est aussi influencé par l'importance culturelle donnée à l'appartenance nationale et dépend du poids local de l'Union démocratique du centre. De fait, lors des décisions populaires à bulletin secret, la procédure formelle offre une opportunité politique pour les acteurs populistes de droite. Des interviews menées avec des citoyens qui avaient refusé des demandes de naturalisation dans le cadre d'une votation à bulletin secret montrent que ces derniers ne sont pas en mesure de citer clairement les raisons de leur décision. Cette procédure a également des effets indirects sur les chances de naturalisation, étant donné que la présélection des candidats fait l'objet, déjà en amont, d'un traitement restrictif dans le but d'éviter des refus. A l'inverse, les décisions sur les demandes de naturalisation prises dans les parlements ou au scrutin ouvert en assemblées communales, n'entraînent pas une augmentation des refus. Et si c'est le cas, il existe une pression à motiver la décision alors que cette dimension argumentative fait défaut en cas de votations à bulletin secret. Les principes fondamentaux de la démocratie libérale et l'égalité de traitement devraient dès lors se voir conférer une validité argumentative, afin d'empêcher en votation un comportement aveugle, intéressé ou à courte vue.

**Sandro Cattacin, Brigitta Gerber, Massimo Sardi et Robert Wegener, «Mesurer la misanthropie et l'extrémisme de droite en Suisse. Conclusions sur la base d'un échantillon de population» (survey)**

Les sociétés européennes modernes se disent libérales, éclairées, fondées sur les droits de l'homme et opposées à la discrimination. Une question demeure: dans quelle mesure leurs citoyens partagent-ils cette approche, et quel est le potentiel d'attitudes et comportements antisémites, xénophobes, islamophobes et sexistes? Les *national surveys* visent à répondre à cette question et doivent être préparés de façon à être reconduits et comparés avec les *surveys* correspondants réalisés en Europe. Un tel monitoring constitue une condition indispensable pour prendre des mesures de maintien de l'ordre social dans une société moderne et complexe. Le premier *survey* mené en Suisse montre que près de 20% de la population présentaient des attitudes antisémites, 50% une peur de l'étranger, 30% des attitudes islamophobes et près de 40% des attitudes sexistes. Ces résultats correspondent plus ou moins à ceux obtenus en Allemagne.

Ces attitudes présentent une corrélation avec une orientation politique à droite sur une échelle gauche-droite, un bas niveau de formation, un mode de vie rural, la religiosité et un âge avancé.

**Marco Storni, Martin Schmid et Büro Ecce, «Les jeunes victimes de la violence d'extrême-droite – processus quantitatifs et qualitatifs de victimisation en Suisse»**

Ce sondage standardisé, portant sur 3'000 élèves âgés de 16 à 25 ans, met à jour leur vécu par rapport à la violence d'extrême-droite. Une personne sur dix (11%) affirme avoir été confronté au cours des cinq dernières années à la violence d'extrême-droite. Un tiers des sondés (32%) a fait l'objet d'une agression en raison de différends supposés ou réels avec ses agresseurs. Parmi les victimes, on trouve dès lors des personnes qui ne présentent pas de signe distinctif correspondant au cliché que l'idéologie d'extrême-droite se fait de l'ennemi. La grande majorité des concernés se confronte à la violence lors de disputes éclatant dans un contexte jeune et sub-culturel, où les rôles d'agresseurs et de victime est parfois brouillé, avec d'un côté les cliques de jeunes d'extrême-droite et, de l'autre, les «hip hop», «fumeurs de joints» et «alternatifs de gauche». Ces altercations ont surtout lieu le week-end, de nuit, dans les transports en commun et dans l'espace public. Le théâtre des événements n'est pas l'école, mais l'environnement urbain.

**Ueli Mäder, Corinne Sieber et Wassilis Kassis, «Jeunes extrémistes de droite en Suisse: motivation de rupture en tenant plus particulièrement compte de la socialisation familiale et des relations entre jeunes du même âge»**

Le milieu suisse de l'extrême droite est aussi hétérogène que dans les pays voisins. On y rencontre aussi bien des alliances lâches avec une hiérarchie plate quasiment dénuées de tout intérêt politique, que des cliques nourrissant des ambitions politiques plus importantes, des groupes patriotiques et nationalistes, ainsi que des associations de camarades très organisées qui se définissent hors du système politique. Ces formes ont en commun le devoir de camaraderie, de solidarité, d'honneur et de loyauté. Trois mécanismes revêtent une fonction identitaire: la construction d'un étranger à exclure (si nécessaire par la violence), l'exercice d'actions collectives à caractère rituel, ainsi qu'un habillement et une musique typiques du milieu. Selon les cas, rompre avec le milieu d'extrême droite signifie couper les contacts, maintenir un lien lâche ou évoluer vers d'autres activités politiques d'extrême droite. Six types de motivation susceptibles de pousser une personne à quitter ce milieu ont été identifiés: 1. le groupe est vécu comme un système dysfonctionnant au plan social; 2. l'image de l'étranger comme ennemi ne correspond pas au vécu personnel; 3. le groupe est perçu comme inefficace à réaliser des objectifs politiques; 4. manque de reconnaissance, malgré un engagement soutenu; 5. les débats sont jugés ennuyeux; 6. le fait d'évoluer dans la criminalité ou à sa limite est vécu comme usant.

**Thomas Gabriel, «Education familiale et extrémisme de droite – analyse de la genèse biographique des schémas racistes d'interprétation et d'action chez les jeunes»**

Les entretiens biographiques permettent d'étudier l'influence de la famille et du système de référence social sur le développement d'attitudes et d'actes racistes et d'extrême droite chez les jeunes. Les univers des sondés présentent une part importante de «normalité». Contrairement aux attentes théoriques, la marginalité sociale ne joue en fait aucun rôle significatif. Trois évolutions biographiques conduisant à l'extrémisme de droite ont été mises en évidence: 1. démarcation par suradaptation – radicalisation des valeurs et des normes du milieu d'origine: en retour de leurs déclarations et actes politiques, les jeunes rencontrent de la reconnaissance et de l'assentiment; 2. violence, irrespect et quête de reconnaissance: baisse de la compétence et propension à l'empathie, qui conduit à l'exercice de la violence et à l'insécurité dans les relations sociales; ces dispositions acquises au fil de la biographie se renforcent en *habitus* au travers des rituels de groupe. 3. sentiment de ne pas être considéré, quête d'expérience, de visibilité et de différence:

manque d'interaction et de communication dans la famille. La visibilité obtenue par la différence et la rupture de l'isolation par le positionnement prennent de l'importance. Ce positionnement est vécu comme une sécurité et une démarcation qui stabilisent l'identité.

**Thomas Busset, «Le stade de football – lieu de ralliement, de recrutement et de sociabilité de la droite extrême?»**

Cette étude se penche sur le recrutement de supporters et se base sur le milieu des supporters de trois clubs de football de Super League et de Challenge League (FC Bâle, BSC Young Boys, Servette FC). Au début des années 1980, des skinheads et des extrémistes de droite s'étaient intéressés au recrutement de supporters. Depuis 1990, la présence de jeunes avec des attitudes racistes et d'extrême droite pendant les matches est en recul. Aujourd'hui, le milieu est dominé par des ultras issus du milieu des supporters militants en Suisse, et non comme dans les années 1990 par les hooligans qui cherchaient la bagarre violente à tout prix. Les «ultras» sont généralement des hommes jeunes, bien intégrés et âgés entre 15 et 25 ans, de toutes les couches sociales. Pour eux, l'identification inconditionnelle avec leur club, leur ville et région passe avant tout. Certaines de leurs déclarations montrent que la violence n'est pas un but en soi et qu'elle n'éclate qu'en cas de provocation. Les ultras ne s'intéressent guère à l'équipe nationale, car cela impliquerait qu'ils fassent cause commune avec les fans du club adverse.

**Jean-Philippe Dubey, Dominique Malatesta et Christophe Jaccoud, «Hooliganisme et extrémisme de droite. Une analyse de la réponse socio-juridique à un phénomène de société. Le cas du football»**

Dans la période précédant l'Euro 2008, on a assisté à une intensification des débats sur la prévention de la violence (d'extrême droite), à l'intérieur et à proximité des stades de football. Comment les mesures prévues par la loi pour maintenir la sécurité intérieure ont-elles été mises en œuvre et quelle importance a été accordée à la lutte contre l'extrémisme de droite ? Cette analyse montre un durcissement de la pratique dans la gestion des contrevenances à l'ordre public en fonction de critères économiques et sécuritaires. Contrairement à la première esquisse de la «loi anti-hooligans», les mesures prises contre le hooliganisme et la violence des supporters n'impliquent pas la lutte explicite contre les idées, les attitudes et les comportements racistes et d'extrême droite. L'extrémisme de droite et le racisme sont considérés comme des phénomènes marginaux dans l'environnement sportif. Si la loi reconnaît fondamentalement l'importance de mesures dans le domaine de la prévention et de la répression, elle prévoit concrètement surtout des mesures répressives. La responsabilité pour la prévention et la mise en place d'une culture non violente des supporters est donc déléguée aux clubs et aux organisateurs. Leur travail de prévention ne fait pourtant l'objet d'aucun soutien financier. De même, aucune mesure pour la formation des forces de l'ordre n'est prévue.

**Fritz Oser et Christine Riegel, «Prévention de l'extrémisme de droite et de la violence ethnicisée dans les écoles. Etude d'intervention en vue de l'évaluation des mesures de formation continue pour le corps enseignant en Suisse»**

570 élèves de 14 à 19 ans et 34 enseignants de 37 classes ont participé à cette étude d'intervention et de prévention. Dans le cadre de dix unités de deux à six séances intégrées à l'horaire scolaire régulier, le personnel enseignant a traité avec les classes de sujets tels que l'image de soi dans des sociétés plurielles, le rôle des genres, les stéréotypes, les clichés de l'«ennemi», l'inégalité, la discrimination et le racisme, le règlement des conflits et les expériences personnelles d'intégration et d'exclusion. Les effets ont été mesurés à trois occasions. Dans la plupart des cas (mais pas toujours), ces effets vont dans le sens désiré et un renforcement de la sensibilité et de la différenciation a notamment été constaté. Mais ces mêmes effets sont toutefois

qualifiés de faibles. On connaît cependant encore peu du développement d'attitudes d'extrême droite et xénophobes, et des conditions nécessaires au succès des interventions.

**Thomas Widmer, «Déterminer l'efficacité des mesures contre l'extrémisme de droite en Suisse»**

Entre 1980 et 2005, 105 contre-mesures ont été prises au total en Suisse touchant à l'extrémisme de droite, au racisme et à la xénophobie. La plupart se présentaient sous forme de projets de sensibilisation et concernaient la formation et l'opinion publique. En général, en Suisse, on ne prend des mesures contre l'extrémisme de droite que lorsque la sécurité publique et l'ordre sont immédiatement menacés et/ou sur la base d'incidents du même ordre qui portent préjudice à la réputation d'une collectivité publique. De fait, les mesures sont sporadiques et souvent spontanées: la continuité fait largement défaut. Sept études de cas ont permis de mesurer les effets de mesures spécifiques. Une analyse des études d'évaluations menée en Suisse, Allemagne, Angleterre, Australie et dans l'UE sur les mesures contre l'extrémisme de droite, le racisme et la xénophobie, révèle un plus vaste problème: celui du flou qui entoure la définition de l'«extrémisme de droite». Un guide basé sur les résultats de l'étude et destiné à l'évaluation des mesures contre l'extrémisme de droite fournit un instrument de travail aux experts chargés de prendre de telles mesures.

**Miryam Eser Davolio, Matthias Drilling, «Les professions sociales confrontées à l'extrémisme de droite: évaluation de bases d'intervention et développement de guidelines»**

Le projet étudie les activités de seize communes germanophones et francophones dans la lutte contre l'extrémisme de droite. La cohésion de tous acteurs importants au niveau communal (politique, école, police, encadrement des jeunes, églises, associations, etc.) s'est avérée cruciale. Cette cohésion et une distanciation publique efficace ont permis de sensibiliser la population à l'extrémisme de droite et, dans la foulée, de renforcer la volonté de signaler et porter plainte en cas d'incident. Un monitoring des incidents permet d'améliorer le flux d'information et de procéder de façon coordonnée au sein des communes. Dans les communes, les réactions de la population à l'extrémisme de droite ont deux effets très différents: d'un côté, le milieu conservateur qui domine les régions rurales crée le terrain pour des groupements d'extrême droite, avec son refus de l'immigration et sa tendance à la xénophobie et à la ségrégation. De l'autre côté, la pression conformiste joue contre l'extrémisme de droite, dès lors que ses adeptes, jeunes le plus souvent, sont perçus comme un problème par la population en raison de leur comportement. Le renforcement des forces de la société civile dans les communes rurales et les petites villes peut donc constituer une stratégie efficace et durable pour enrayer l'extrémisme de droite.